

CHAULNES Manifestations aujourd'hui contre le projet

Troisième aéroport : les opposants remobilisés

Amiens : Béatrice Pujebet

[27 avril 2002]

« Nous voulons remobiliser les opposants au projet, explique Jean-Paul Dongny, président de l'Association contre l'aéroport dans le Santerre (Acas). Depuis la grande manifestation du 1^{er} décembre dernier, il ne s'est plus rien passé sur le terrain. » Aussi, des rassemblements sont prévus aujourd'hui dans plusieurs communes du périmètre d'études de 10 000 hectares, choisi le 25 février dernier pour accueillir ce troisième aéroport, objet de tant de polémiques. Puis les manifestants convergeront vers Fouquescourt, au coeur de la zone menacée. Ce n'est évidemment pas un hasard si l'Acas, ainsi que les Amis de la Terre et deux petites associations de défense locales ont placé cette manifestation dans l'entre-deux-tours. « On comptait envoyer une carte postale aux deux finalistes des présidentielles pour leur rappeler nos positions... »

L'élimination de Lionel Jospin, instigateur du projet du troisième aéroport par l'intermédiaire de son ministre des Transports, Jean-Claude Gayssot, n'en a pas pourtant affaibli la nécessité. « Nous n'enverrons qu'une seule carte, à Jacques Chirac, qui n'a pas été suffisamment clair sur le sujet. »

Le président-candidat, lors d'un déplacement électoral en mars dernier à Saint-Quentin, dans l'Aisne, tout près du site choisi, a en effet affirmé qu'il « fallait un troisième aéroport ». Mais, parallèlement, dans un courrier au président du conseil général de la Somme, Alain Gest, il souhaitait, « avant de lancer la moindre étude sur un aéroport international dans le Bassin parisien ou de bloquer des terrains (...), qu'un véritable débat public soit engagé sur l'ensemble des perspectives du trafic aérien ».

« En outre, nous ne sommes pas sûrs que la gauche, dont les élus picards ont poussé le projet, ne gagnera pas les législatives », insiste Jean-Paul Dongny pour justifier la manifestation.

« Le pire serait que le dossier soit renvoyé aux calendes grecques et que tout le développement de la région soit gelé », redoute Jacques de Villeneuve, porte-parole de Sana Terra, l'association qui rassemble des associations locales d'opposants, des élus, le conseil général de la Somme, les agriculteurs et des industriels agroalimentaires de la région comme Bonduelle. Pour maintenir la pression, quatre délégations vont rencontrer aujourd'hui des élus ou des responsables économiques à Lyon, Toulouse, Marseille et Nantes. En rencontrant le maire de Toulouse, Philippe Douste-Blazy, ou Anne-Marie Comparini, présidente du conseil régional de Rhône-Alpes, les représentants de Sana Terra veulent poser les bases d'une nouvelle réflexion sur le développement du trafic aérien via les aéroports de province. Le conseil général de la Somme a d'ores et déjà voté une subvention de 100 000 euros pour financer des études techniques. Quant à Sana Terra, conseillée par le cabinet d'avocat de Corinne Lepage, elle vient de déposer un recours devant le tribunal administratif d'Amiens contre la décision du préfet concernant les 10 000 hectares du périmètre d'étude.

A la préfecture de la Somme, même si les incertitudes électorales pèsent un peu, « le travail continue ». Un site Internet (aeroportpicardieurope.com) a été ouvert. Les études techniques ont été lancées. Ainsi, l'Institut national de la recherche agronomique (Inra) de Nancy a planté haricots verts et autres petits pois autour des pistes de Roissy afin de mesurer les risques de dépôts de kérosène sur les cultures. Enfin, le suspense demeure sur la publication par le Conseil d'Etat du décret précisant la zone dans laquelle les riverains pourront dès à présent revendre leurs biens à leur valeur du 15

novembre 2001. Le décret était promis pour fin avril.